

PARLEMENT EUROPÉEN

DELEGATION DU PARLEMENT EUROPEEN

pour les relations avec

LE CONGRES DES ETATS-UNIS

Communication aux membres

Les membres trouveront en annexe, à titre d'information, des données biographiques concernant certaines personnalités que la délégation du Parlement européen est susceptible de rencontrer au cours de sa visite à Washington à l'occasion de la 18ème réunion des délégations, du 18 au 22 mai 1981.

(source : USA Background, publication de la mission des Etats-Unis auprès des Communautés européennes à Bruxelles).

DIRECTION GENERALE DES COMMISSIONS
ET DELEGATIONS INTERPARLEMENTAIRES

Annexe

14 avril 1981

PORTRAIT DU SECRETAIRE D'ETAT ALEXANDER M. HAIG.

Un militaire et homme politique nommé à la tête de la diplomatie.

La nomination du général d'armée en retraite Alexander M. Haig au poste de secrétaire d'Etat marque le retour à Washington, dans les couloirs du pouvoir, d'un militaire et homme politique qui, aux postes qu'il a occupés au sein d'administrations républicaines et démocrates, s'est signalé, dans de nombreuses situations critiques, par ses qualités d'intellectuel et d'administrateur travailleur et efficace. Chef d'état-major au cours des derniers mois de l'Administration de Richard Nixon sombrant dans le naufrage du Watergate, beaucoup lui attribuent le mérite d'avoir sauvé la présidence de l'effondrement total et d'avoir préparé la voie à une passation ordonnée des pouvoirs à Gerald Ford après la démission de Nixon en 1974.

Par la suite, nommé chef suprême des forces alliées et des forces américaines, le général Haig a gagné, en Europe, le respect de tous au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) en améliorant la stratégie et la formation des forces de l'Alliance et en exprimant clairement sa préoccupation à l'égard de la concentration militaire soviétique sur le continent.

C'est le premier militaire de carrière à diriger le département d'Etat depuis le général Georges C. Marshall qui, à la fin des années 40, occupa le poste de secrétaire d'Etat au sein de l'administration Harry Truman.

Agé de 56 ans, Haig revient à Washington pour reprendre des activités politiques, abandonnant le poste de président de la "United Technologies Corporation", société qui figure au nombre des 20 premières entreprises américaines.

Il reste en poste quatre ans et demi à l'OTAN avant de prendre sa retraite, de manière inattendue, en 1979. Lors de son départ, Haig, général à quatre étoiles mit en garde contre la concentration des forces tactiques et conventionnelles soviétiques en Europe centrale et contre "l'intervention soviétique flagrante et illégale dans les pays du tiers monde".

En poste à l'OTAN, il fut un fervent partisan de la bombe à neutrons. Il aurait eu de graves divergences de vues avec l'administration Carter en 1978 et aurait menacé de démissionner en partie à la suite de la décision de Washington d'ajourner la fabrication de la bombe à neutrons. Cependant Haig a apporté un démenti à ces rumeurs.

Haig est conscient de la nécessité "de renforcer la cohérence" de la politique américaine.

Il y a un peu plus d'un an, il déclarait lors d'une interview accordée à la presse :

"Depuis le Vietnam et le Watergate, tout leadership américain se trouve confronté à des défis fondamentaux. L'Europe nous considère comme les perdants. Nous devons en tenir compte en élaborant une politique américaine plus cohérente. Il faut intégrer les secteurs fonctionnels que sont le contrôle des armements, les affaires monétaires, la politique énergétique et la politique en matière de sécurité".

Au cours de cette interview, Haig déclara au magazine "Newsweek" : "Il ne fait aucun doute que nous allons devoir accorder plus d'importance aux capacités militaires régionales tant conventionnelles que nucléaires". Il précisa encore : "C'est pourquoi l'OTAN revêt aujourd'hui une importance plus grande que lors de sa création après la seconde guerre mondiale".

"Nous ne pouvons plus considérer chaque événement dangereux comme résultant de la mauvaise foi soviétique. Mais nous ne pouvons pas nous refuser à protester contre l'intervention illégale et flagrante de l'Union soviétique, notamment dans les pays du tiers monde".

"Comment peut-on instaurer des relations justes et responsables avec l'Union soviétique dans le cadre de la détente si l'on adopte une attitude pratiquement insouciante dans des domaines fonctionnels - transferts de crédits, affaires monétaires, contrôle des armements - tout en ignorant parallèlement un interventionnisme flagrant et illégal ?"

En 1947, Haig est diplômé de l'Académie militaire des Etats-Unis. Il obtient le M.A. en relations internationales à l'Université de Georgetown en 1961.

Au début des années 1960, Haig est assistant de Cyrus Vance qui est secrétaire aux armées puis sous-secrétaire à la défense.

Au milieu des années 60, Haig participe aux opérations militaires au Vietnam en qualité de commandant du premier bataillon de la 26ème division d'infanterie.

Au début de la présidence Nixon, Henry Kissinger, conseiller en matière de sécurité nationale, fait de Haig son assistant militaire au sein du "National Security Council" (NSC).

Haig réorganise le NSC afin d'améliorer l'échange d'idées et d'informations. Il est l'agent de liaison entre le Pentagone et le département d'Etat et il est responsable des réunions du NSC en l'absence de Kissinger. Kissinger le considère comme "un adjoint indispensable".

En 1970, Haig est promu assistant-adjoint du président et entame une série de visites au Vietnam en vue de fournir à Nixon des estimations de première main concernant la situation sur le théâtre des opérations militaires. Haig parvient à amener le Sud-Vietnam à accepter l'accord de cessez-le-feu de 1973.

Haig se rend en République populaire de Chine en 1972 afin de préparer la voie à la visite historique de Nixon de cette même année.

Mais Haig désire reprendre sa carrière militaire et Nixon le fait promouvoir de "Major -General" à deux étoiles au grade de général à quatre étoiles. En janvier 1973, Haig devient l'adjoint du chef d'état-major.

Cependant, vers le milieu de 1973, la crise du Watergate entraîne la démission des conseillers les plus proches de Nixon, et notamment H.R. Haldeman et John Erlichman. Haig est rappelé à la Maison Blanche et devient chef d'état-major. A mesure que la crise durcit, Nixon s'appuie de plus en plus sur lui.

Haig est conscient du sacrifice qu'il consent en quittant l'armée et du fardeau qu'il accepte à la Maison Blanche. En plaisantant, il affirme qu'il est "un phénomène historique - le premier général d'active à quitter le service militaire pour entrer dans la bataille". Mais il précise qu'il n'avait "pas le choix".

Haig passe pour n'être pas aussi autoritaire que Haldeman dans le travail. Un assistant de Nixon faisait observer que "Haldeman donnait des ordres mais qu'avec Haig on travaille en qualité de collaborateur".

Après la décision de la Cour suprême obligeant Nixon à fournir les bandes magnétiques de la Maison Blanche en juillet 1974, Haig aurait assuré la poursuite des affaires gouvernementales comme "président faisant fonction" de fait.

Il est resté discrètement silencieux sur les derniers jours de la présidence Nixon et l'on continue à se perdre en conjectures pour savoir s'il n'a pas orchestré la démission de Nixon.

Haig est resté chef d'état-major dans l'administration Ford pendant six semaines. Puis Ford le nomma aux deux postes militaires les plus prestigieux outre-mer pour un officier américain - commandant suprême des forces alliées en Europe et commandant en chef des forces américaines en Europe.

Répondant à une question lui demandant s'il ne craignait pas que ses fonctions au cours des derniers jours de l'administration Nixon lui nuisent, Haig précisa : "Je n'ai absolument aucun problème de conscience en ce qui concerne ma conduite de l'époque. Je suppose que l'une ou l'autre de mes décisions auraient pu être quelque peu différentes. Mais, en substance, je suis fier de ce que j'ai fait".

PORTRAIT DE MYER RASHISH, CHEF DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE DE HAIG

Washington. Tout comme le secrétaire d'Etat Alexander M. Haig est le "vicaire" (délégué ou suppléant) du président Reagan pour la politique étrangère, Myer Rashish se considère comme le suppléant de Haig pour toutes les questions intéressant la politique économique internationale.

Rashish a été nommé sous-secrétaire d'Etat pour les affaires économiques au sein de l'administration Reagan, responsable des questions intéressant le commerce international, le système monétaire international, le développement des pays du tiers monde, la politique énergétique internationale et les échanges commerciaux Est-Ouest.

"Et étant donné qu'il est très difficile de nos jours, de séparer les politiques économiques nationale et internationale" dit-il, il coopérera étroitement avec d'autres départements du gouvernement américain tels que le Trésor, le commerce, l'agriculture et le représentant américain pour les négociations commerciales.

L'interdépendance entre les politiques économiques nationale et internationale est particulièrement prononcée dans le domaine des échanges internationaux - auxquels il a consacré une part importante de sa carrière jusqu'à présent.

Il est l'un des principaux auteurs du "Trade Expansion Act" de 1962 qui autorisa la participation américaine au Kennedy Round des négociations commerciales qui eurent lieu entre 1962 et 1967.

Avant d'entrer dans l'administration Kennedy pour travailler sur cette loi, il fut l'assistant particulier de George Ball, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires économiques dans l'administration Kennedy. Rashish affirme que l'expérience qu'il a acquise lui permet utilement d'avoir un aperçu de ce qu'il pourra et ne pourra pas faire au poste qu'il occupe actuellement au sein de l'administration Reagan. Il a également travaillé au département d'Etat au début des années 1950 en tant qu'économiste chargé des finances et du développement internationaux.

Entre ses diverses fonctions au département d'Etat, Rashish a été premier expert en économie et directeur à la "Trade Policy Subcommittee" (sous-commission de la politique commerciale) de la "Ways and Means Committee" (commission des voies et moyens) de la Chambre des Représentants de 1956 à 1960, et expert en économie auprès du "Committee for a National Trade Policy" (comité pour une politique commerciale nationale) - organisation non lucrative regroupant des hommes d'affaires dont l'objectif est d'encourager les Etats-Unis à adopter une politique commerciale libérale - de 1954 à 1956.

Il a enseigné l'économie politique au Massachusetts Institute of Technology, au Williams College, au Tufts College, et au Bowdoin College entre 1946 et 1951.

Après son départ de l'administration Kennedy en 1963, Rashish a dirigé une agence indépendante d'experts en économie à Washington. La commission économique mixte du congrès des Etats-Unis et la commission des finances du Sénat ont été de ses clients.

Le président Ford l'a nommé membre de la "Private Sector Advisory Committee for Trade Negotiations" (commission consultative du secteur privé pour les négociations commerciales). Le président Carter l'a à nouveau nommé à cette commission dont il a été élu président en janvier 1980.

Rashish fait partie de l'équipe transitoire Kennedy en 1960 - 61 et de l'équipe transitoire Reagan en 1980 - 81. Il explique que la politique économique internationale est essentiellement non partisane et que, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la politique américaine a été marquée par une cohérence et une continuité extraordinaires dans ce domaine.

"S'il existe une différence dans l'approche Reagan", ajoute-t-il, "elle découle d'une philosophie résolument tournée sur le marché et de l'attitude de cette administration qui nous oriente vers une politique commerciale libérale, une économie internationale ouverte et une reconnaissance de la nécessité de définir des réglementations respectées par tous les pays".

Rashish affirme que l'une des principales leçons qu'il a tirée en s'occupant des questions économiques internationales est que "ces questions ne peuvent être dissociées de la politique, tant au sein des Etats-Unis qu'à l'extérieur". Il encourage le département d'Etat à "coopérer plus étroitement que par le passé avec nos composantes nationales". Il estime que les difficultés fondamentales auxquelles le monde se trouve confronté sont la pauvreté - même dans les pays riches - la manière d'améliorer l'efficacité et la productivité au niveau mondial, la solution des tensions politiques qui résultent des problèmes économiques et, notamment, l'élaboration d'un système mondial permettant d'organiser de la manière la plus efficace la production et les échanges internationaux.

Rashish est né à Cambridge, Massachusetts, le 10 novembre 1924. Il a fait ses études à la Boston Latin School et a obtenu le Bachelor's Degree en 1944 et un Master's Degree en économie en 1947 à Harvard. Il est marié et a trois enfants.

2

PORTRAIT DE ROBERT T. HORMATS, PRINCIPAL CONSEILLER POUR LA POLITIQUE
ECONOMIQUE

Washington. - A son nouveau poste d'adjoint au secrétaire d'Etat pour les affaires économiques et commerciales, Robert T. Hormats apporte l'expérience extraordinaire qu'il a acquise en tant qu'un des principaux responsables de la politique économique extérieure des Etats-Unis.

A ce nouveau poste, il supervisera le Bureau du département chargé des finances et du développement internationaux, des affaires commerciales, de la politique internationale en matière de ressources et de l'alimentation, des transports et des communications, et de la politique énergétique internationale. Il rend compte à Myer Rashish, sous-secrétaire d'Etat pour les affaires économiques.

Depuis 1979, Hormats était le premier adjoint du représentant américain pour les négociations commerciales.

Entre 1977 et 1979, Hormats a été le premier adjoint du sous-secrétaire du Bureau du département d'Etat qu'il dirige maintenant. Au cours de cette période, il a fréquemment représenté les Etats-Unis lors de réunions internationales intéressant les relations Nord-Sud.

Au préalable, de 1974 à 1977, il a été directeur du "National Security Council" en tant que spécialiste du commerce, des affaires monétaires et du développement.

Hormats est le seul fonctionnaire américain à avoir participé à toutes les réunions "au sommet" des chefs d'Etats de plusieurs nations industrialisées au sein des administrations Ford et Carter. Il a également participé à la préparation de ces réunions.

De 1973 à 1974, il a été l'invité, en qualité d'expert, de la Brookings Institution, un organisme non lucratif de recherche de Washington spécialisé dans les questions politiques.

Hormats est né à Baltimore, Maryland, en 1943. L'intérêt qu'il a sans cesse manifesté pour les affaires internationales a été précocement stimulé par ses principaux hobbies d'enfance (collection de timbres, lecture de livres d'histoires et de biographies). Ses études à la "Tufts University" du Massachussets lui ont progressivement permis de percevoir que les problèmes économiques résident fréquemment au centre des difficultés internationales.

Pendant ses études à "Tufts University", il a bénéficié d'une bourse en 1963 pour étudier le développement économique du Kenya. Quelques années plus tard, après avoir obtenu son diplôme, il retourne en Afrique en qualité d'assistant de recherche à l'université de Tanzanie où il étudie le développement rural. Son dernier mémoire de doctorat à la "Fletcher school of Law and diplomacy" - sur la politique de développement économique en Tanzanie - s'inspirait de la constatation qu'il avait faite sur le terrain selon laquelle les paysans africains avaient manifestement réagi aux stimulations du marché. Il reste convaincu que, dans le tiers monde, les programmes de développement économique les plus efficaces sont ceux qui accordent une attention particulière à la stimulation économique du secteur rural.

Immédiatement après avoir obtenu son doctorat en 1969, Hormats se voit offert le poste d'assistant de C. Fred Bergsten, alors directeur des affaires économiques internationales au "National Security Council". Hormats remplace Bergsten lorsque ce dernier démissionne du gouvernement.

Hormats a fréquemment dit que ses travaux dans le domaine monétaire international en 1971 et sa participation aux préparations de sommets pendant l'administration Carter constituaient ses principales contributions à la politique économique américaine.

"En 1971, nous nous efforçons de préparer la voie à une transition depuis le système de taux de change fixes de Bretton Woods à un système monétaire international plus souple", rappelle-t-il; et l'accord de Washington de cette même année a également ouvert la voie aux négociations commerciales du Tokyo Round.

PORTRAIT : RICHARD V. ALLEN, CONSEILLER POUR LA SECURITE NATIONALE

Le conseiller de M. Reagan pour les affaires de sécurité nationale devrait jouer un rôle discret.

Après avoir été conseiller de Ronald Reagan pour les questions de politique étrangère durant la campagne pour l'élection présidentielle de 1980, Richard V. Allen a été nommé par le président élu assistant du président pour les questions de sécurité nationale.

Allen, qui occupera un poste rendu célèbre par Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski, déclarait lors d'une conférence de presse le 23 décembre à Washington qu'il exercerait avec "discretion" un mandat consistant à assurer "une fonction de coordination et de liaison".

Dans la mesure où Alexander M. Haig, proposé pour le portefeuille de secrétaire d'Etat, devrait, selon les observateurs, exercer à ce poste une influence considérable sur la politique étrangère des Etats-Unis, la formule employée par Allen est probablement juste. Les mêmes observateurs ajoutent que Allen est appelé à être un coordinateur plutôt qu'un porte-parole.

Allen a fait partie, comme Haig, du Conseil provisoire pour la politique étrangère mis en place auprès du président élu, assurant ainsi la liaison avec les collaborateurs de M. Brzezinski au Conseil national de sécurité avant l'entrée officielle de M. Reagan à la Maison Blanche.

Le conseiller de M. Reagan en matière de sécurité nationale a été le conseiller de Richard Nixon pour les questions de politique étrangère au cours de la campagne présidentielle de 1968. Une fois ce dernier élu, Allen a rempli durant une brève période de hautes fonctions au Conseil national de sécurité dirigé alors par Henry Kissinger. Il a servi ensuite à la Maison Blanche comme assistant-adjoint du Président pour les affaires économiques internationales et directeur général-adjoint du Conseil de politique économique internationale.

Depuis 1972, Allen est président de la société d'expertise-conseil Potomac International à Washington.

Il est également membre de la Commission présidentielle des échanges et des investissements internationaux, du comité exécutif de la Commission d'étude sur les dangers actuels, du Comité consultatif pour les affaires internationales et la sécurité nationale du parti républicain, et du Conseil consultatif du Centre d'études internationales et stratégiques de Georgetown.

Depuis quelques années, Allen exerce de hautes fonctions tant au Centre de Georgetown, à la fondation duquel il a participé dans les années 1960, qu'à l'Institut Hoover d'études sur la guerre, la révolution et la paix à l'université californienne de Stanford, où il exerçait avant de jouer un rôle dans la campagne pour l'élection de M. Nixon en 1968.

Titulaire d'une licence et d'une maîtrise de l'université de Notre-Dame, obtenues à la fin des années 1950, Allen a poursuivi ses études en Allemagne.

Epoux de Patricia Ann Mason, originaire d'Indianapolis (Indiana), et père de sept enfants, âgés de 5 à 22 ans, il vit avec sa famille à Arlington (Virginie).

MURRAY L. WEIDENBAUM : chef de file des conseillers économiques de M. Reagan

Washington - C'est un économiste vivement hostile depuis longtemps à l'intervention de l'Etat dans le secteur privé que le président Reagan a nommé responsable du groupe de ses conseillers économiques.

Murray L. Weidenbaum est un spécialiste du droit des affaires, possédant une expérience de plusieurs années dans les affaires publiques comme dans les affaires privées.

Professeur à l'Université Washington, il fut l'un des principaux conseillers économiques de M. Reagan au cours de la campagne présidentielle et dirigea une équipe de transition chargée des problèmes de réglementation.

M. Reagan a qualifié Weidenbaum d'"économiste parmi les plus éminents du pays, disposant d'une vaste expérience dans le monde des affaires, à l'Université et au service de l'Etat".

Selon les propres déclarations de l'intéressé, faites le 23 janvier devant des journalistes, M. Weidenbaum sera, s'il reçoit l'investiture du Sénat, "le premier conseiller économique du Président et du Cabinet". Le groupe des conseillers économiques, composé d'un président et de deux membres, a pour tâche d'analyser la situation économique du pays et d'assister le Président et le Congrès à propos des questions économiques.

Dans la plupart des gouvernements américains, le secrétaire au Trésor, le directeur du Bureau de l'Administration et du Budget et le président du groupe des conseillers économiques sont apparus comme les principaux artisans de la politique économique. C'est Donald Regan, secrétaire au Trésor, qui a été nommé premier porte-parole du nouveau gouvernement pour les questions économiques.

En sa qualité de responsable du groupe de travail sur la réglementation, mis en place durant la période de transition précédant l'investiture de M. Reagan, Weidenbaum a préconisé l'application d'un moratoire d'un an à toutes les réglementations fédérales nouvelles. A ses yeux, ce moratoire doit permettre à l'administration d'envisager la modification de certaines dispositions fédérales en matière de protection de l'environnement, d'énergie, de protection des consommateurs, de concurrence, de sécurité du travail et autres domaines réglementaires.

Il est l'auteur d'une étude controversée, souvent citée par les milieux économiques, selon laquelle le coût des réglementations se serait élevé à 102.700 millions de dollars en 1979.

Weidenbaum a déclaré devant la presse qu'il était très favorable au projet Kemp-Roth, dont M. Reagan est partisan, et qui prévoit une réduction annuelle de 10 % des impôts sur les revenus des personnes physiques durant les trois prochaines années.

"Il s'agit là de la pièce maîtresse du plan économique de M. Reagan". Interrogé sur la période la plus favorable à son application, Weidenbaum a répondu : "le plus tôt sera le mieux".

Weidenbaum considère les allégements fiscaux comme un instrument essentiel dans la double lutte contre l'inflation et le chômage. Selon lui, les réductions d'impôts favoriseront l'expansion de l'économie et la création d'emplois. Parallèlement, en ralentissant la croissance des dépenses de l'Etat, on fera lentement décélérer le rythme de l'inflation.

Weidenbaum a fait savoir que le gouvernement Reagan "s'en tiendra fermement à cette politique" jusqu'à ce que l'inflation soit maîtrisée.

Il s'attend également que la série de mesures économiques générales que M. Reagan a promis de rendre publiques dans les prochaines semaines prévoira des allégements fiscaux pour les entreprises, afin de stimuler l'investissement.

Weidenbaum plaide en faveur d'allégements fiscaux plus rapides pour les entreprises qui acquièrent des biens d'équipement, selon la pratique de l'amortissement accéléré. A son avis, les réformes de la réglementation apporteront aux entreprises la même libération que des réductions d'impôts opérées "au profit de l'offre".

Weidenbaum estime que la réussite des programmes mis en oeuvre par le nouveau gouvernement dépendra, d'une façon décisive, des anticipations, tant il est vrai que les anticipations inflationnistes sont l'une des principales causes de la forte hausse des prix enregistrée l'an dernier.

"Le moyen fondamental permettant de lutter contre les anticipations négatives consiste pour le gouvernement à manifester qu'il s'engage dans un effort de longue haleine visant à la diminution du rôle de l'Etat", déclare Weidenbaum, qui voit là la possibilité de libérer les énergies du secteur privé.

Weidenbaum a été secrétaire-adjoint au Trésor chargé de la politique économique dans le gouvernement de M. Nixon, entre 1969 et 1971. C'est en 1971 qu'il crée à l'Université Washington le Centre d'études des affaires américaines, où il acquiert la réputation d'un opposant aux réglementations fédérales.

Agé de 53 ans, il a exercé ses compétences d'économiste à l'ancien Bureau du budget entre 1949 et 1957, avant de devenir économiste d'entreprise auprès de la société Boeing à Seattle, de 1958 à 1962, puis économiste de haut rang auprès de l'Institut de recherche de Stanford, de 1962 à 1963. Depuis 1964, il enseigne à l'Université Washington de Saint-Louis.

Weidenbaum est titulaire d'une maîtrise d'économie de l'Université Columbia et d'un doctorat de l'Université de Princeton. Auteur de nombreux ouvrages économiques, il est marié et père de trois enfants.

PORTRAIT : BILL BROCK, CHARGE DES AFFAIRES COMMERCIALES

Un homme politique chevronné pour mener les négociations commerciales au nom des Etats-Unis

Washington - Ronald Reagan s'est inspiré d'un précédent créé par l'administration Carter en nommant Bill Brock, politicien chevronné, nouveau chargé des affaires commerciales (USTR).

Comme l'a déclaré un responsable : "Brock, à l'image de son prédécesseur Robert Strauss, exercera une grande influence en tant que principal négociateur des Etats-Unis pour les questions commerciales. Membre du Cabinet, il sera directement responsable devant le Président, dans les faits comme en théorie, parce que M. Reagan le connaît, le tient en haute considération et sait qu'il entretient d'étroits contacts avec les hommes politiques les plus influents du pays".

Tout comme Strauss, Brock a accepté de prendre en charge la présidence de son parti au niveau national à la suite de la défaite d'un candidat à l'élection présidentielle. De la même façon que Strauss a pris les rênes du parti démocrate après que George McGovern a été battu en 1972, Brock est entré en fonctions après que Jimmy Carter l'eut emporté sur Gerald Ford en 1976.

Auparavant, Brock avait représenté durant trois mandats, de 1963 à 1971, la troisième circonscription du Tennessee à la Chambre des représentants. D'une façon générale, il émettait des votes conservateurs. Membre de la commission des affaires monétaires et bancaires de la Chambre, il s'est familiarisé avec les problèmes économiques internationaux.

En 1970, alors membre de la Chambre des représentants, Brock s'est présenté victorieusement contre le sénateur libéral sortant Albert Gore, de longue date titulaire du Tennessee, l'emportant au terme d'une campagne centrée sur les votes émis par Gore à propos de la guerre du Vietnam, du rôle de la Cour suprême et autres thèmes très délicats.

Toutefois, comme le fait observer David Broder, vieux routier des affaires politiques américaines au Washington Post, Brock n'est apparu en aucune manière, durant son premier mandat de sénateur, comme farouchement à droite. Au contraire, écrivait Broder en 1977, le sénateur Brock "s'est engagé avec ardeur et compétence en faveur de l'amélioration des

procédures, travaillant d'arrache-pied à la mise en place du nouveau système budgétaire du Congrès, et oeuvrant avec le sénateur Adlai E. Stevenson III (démocrate - Illinois) à l'élaboration d'une réforme des attributions des commissions sénatoriales, prévoyant des modifications si radicales que les sénateurs traditionnalistes ont réduit ce projet en morceaux".

Toujours selon Broder, Brock est apparu, à la tête de la commission nationale du parti républicain, comme "l'un des rares élus à savoir véritablement comment fonctionne un parti. Ses références sont effectivement conservatrices, mais il a des amis jusque dans l'aile progressiste du parti républicain".

A la présidence de son parti, Brock a fait preuve d'une très grande énergie et de beaucoup de créativité dans l'organisation. Le budget de fonctionnement a fait plus que doubler, tandis que les ressources, qui provenaient d'un nombre assez restreint de membres aisés, ont été diversifiées.

William Emerson Brock III est né le 23 novembre 1930 à Chattanooga, héritier de la société de confiserie Brock. Il a fréquenté l'Université Washington and Lee en Virginie, où il a obtenu en 1953 une licence de commerce. La même année, il entre dans la marine comme enseigne de vaisseau, puis sert de 1954 à 1956 dans la Septième flotte américaine en Extrême-Orient.

Brock entre dans l'affaire familiale de confiserie en 1956, dirigeant finalement le service des études de marchés. Il était vice-président, chargé de la commercialisation, quand il fut élu au Congrès.

Epoux de Laura Handly, il est père de trois fils et d'une fille.

Durant ses loisirs, il aime s'adonner à la voile, au ski nautique et à la randonnée pédestre.

PORTRAIT DE JOHN R. BLOCK, (AGRICULTURE)

Un agriculteur de l'Illinois qui mettra l'accent sur les exportations.

Il est probable que le secrétaire d'Etat à l'agriculture choisi par le président Ronald Reagan accordera en priorité une attention accrue aux échanges et aux exportations agricoles.

John R. Block, directeur de l'Illinois Farm Bureau et agriculteur actif, a joué un rôle important dans le développement des exportations de produits alimentaires et il fait volontiers remarquer que son Etat est le premier exportateur américain de produits agricoles.

En tant que directeur du Farm Bureau, Block a effectué de nombreux voyages d'études et de voyages destinés à développer les ventes des produits agricoles de l'Illinois. Il s'est rendu entre autres en URSS, en Hongrie, en Pologne et en Chine.

Le 23 décembre, il a déclaré à des journalistes que l'une de ses premières tâches en tant que secrétaire d'Etat à l'agriculture serait de lever l'embargo sur la vente de céréales à l'URSS "dans les circonstances appropriées et en temps opportun".

Block a souligné que même si l'embargo était levé, l'Union soviétique ne pourrait se procurer davantage de céréales aux Etats-Unis étant donné qu'elle a déjà acheté le maximum autorisé par un accord américano-soviétique de cinq ans. Toute livraison supplémentaire doit faire l'objet de consultations entre les deux gouvernements.

En règle générale, Block est opposé aux accords bilatéraux sur les céréales; selon lui, le système de marché libre est le meilleur moyen d'assurer la répartition de produits alimentaires dans le monde. "Les produits alimentaires", a-t-il dit aux journalistes, "sont l'une de nos armes les plus puissantes".

L'élection de Block a été fortement appuyée par le sénateur Robert Dole (rép. Kansas), président de la commission des finances du Sénat, qui affirme que la nouvelle administration a besoin d'un agriculteur actif au département de l'agriculture et d'un homme du Centre-ouest au Cabinet.

Agé de 45 ans et diplômé de West Point, Block est considéré comme l'un des agriculteurs les plus prospères de l'Illinois. Depuis le début des années 60, son exploitation est passée de 280 à 1200 hectares consacrés à la culture du maïs et du soja et à l'élevage de porcs.

Selon des groupements agricoles de l'Illinois, Blocka obtenu de bons résultats en ce qui concerne la conservation du sol, la préservation des terres cultivables et d'autres problèmes agricoles.

Il est partisan d'un soutien accru des prix des produits agricoles mais s'oppose à la plupart des autres formes d'intervention gouvernementale dans le secteur agricole.

En ce qui concerne la distribution de bons de nourriture dans le cadre d'un programme d'aide alimentaire en faveur des pauvres des Etats-Unis, Blocka déclaré qu'il n'y est pas opposé en principe mais que ce programme devient véritablement incontrôlable. Il estime qu'il faut en arrêter l'évolution.

Block pense qu'il pourrait faire oeuvre utile en tant que secrétaire d'Etat à l'agriculture bien qu'il n'ait aucune expérience de poids à Washington.

"Je pense que je pourrais apporter à Washington une chose très importante et utile : un passé agricole, la pratique de l'agriculture et une expérience très récente dans le domaine agricole. Et d'ajouter :

" Je pense que le fait de diriger le Bureau de l'agriculture de l'un des plus grands et des premiers Etats agricoles du pays n'est pas une trop mauvaise référence".

Block espère et il compte que le secrétaire d'Etat à l'agriculture aura un rôle important à jouer dans le cabinet Reagan.

PORTRAIT DE MALCOLM BALDRIGE, SECRETAIRE AU COMMERCE

Le président Ronald Reagan a nommé le directeur d'une importante entreprise manufacturière au département du commerce.

Agé de 58 ans, Malcolm Baldrige est président et directeur de Scovill, Inc. à Waterbury (Connecticut). Entré dans l'entreprise en 1962, il en est devenu directeur l'année suivante. Sous sa direction, elle est passée de la fabrication de métaux et de produits industriels à une production diversifiée d'appareils ménagers, de fermetures, de serrures, d'équipements pour automobiles et de mécanismes d'automatisation industriels. L'entreprise a 85 succursales aux Etats-Unis et dans 22 autres pays. De 1963 à 1979, son chiffre d'affaires est passé de 169 à 942 millions de dollars, ce qui la place en 300^{ème} position sur la liste établie par le magazine Fortune, des 500 plus grandes entreprises industrielles aux Etats-Unis.

La principale fonction du département du commerce est de renforcer le développement économique des Etats-Unis grâce à un large éventail de services qui vont de la collecte statistique à l'assistance aux entreprises et à la promotion des exportations américaines.

Lors d'une réunion d'information qui s'est tenue le 11 décembre à Washington et au cours de laquelle a eu lieu la présentation de certains nouveaux membres du cabinet Reagan, Baldrige a indiqué que l'un de ses objectifs prioritaires serait de contribuer à améliorer la productivité des entreprises américaines. Il a déclaré qu'il envisagerait à cette fin des mesures fiscales et la réduction des réglementations gouvernementales relatives à la productivité - non seulement du travail mais aussi de la gestion.

Lors des élections primaires de 1980, Baldrige a dirigé avec succès la campagne du candidat républicain George Bush, l'actuel vice-président dans le Connecticut. Après la désignation de Reagan comme candidat républicain, Baldrige est devenu le vice-président national d'une organisation d'hommes d'affaires en faveur de Reagan. Il passe depuis longtemps pour un républicain modéré.

Le nouveau secrétaire au commerce est né le 4 octobre 1922 à Omaha (Nebraska). Dans sa jeunesse, il travaillait l'été dans des ranches où il est passé maître dans l'art de capturer les veaux au lasso - un passe-temps qu'il pratique encore. Il a gagné de nombreux championnats de rodéo et a été directeur de la "Rodeo Cowboys Association".

Baldrige a obtenu une licence (B.A.) de l'université de Yale en 1943. Il a servi dans l'armée américaine de 1943 à 1946. Il est parvenu au rang de capitaine et s'est battu dans le Pacifique au cours de la deuxième guerre mondiale. En 1947, il est entré dans l'"Eastern Company" - un fabricant de produits métalliques du Connecticut - et s'est élevé au rang de président de l'entreprise avant d'entrer en Scovill.

Outre les fonctions qu'il occupe dans cette firme, Baldrige fait partie du conseil d'administration de plusieurs autres grandes entreprises. Il est membre du "Business Council", un organisme groupant des hommes d'affaires américains importants, du Council on Foreign Relations et de la Chambre de commerce internationale.

Baldrige est marié et père de deux filles.

PORTRAIT DE JAMES EDWARDS, SECRETAIRE A L'ENERGIE

Ancien gouverneur et défenseur de l'énergie nucléaire.

James B. Edwards, partisan de longue date de Ronald Reagan et candidat choisi par le président comme secrétaire à l'énergie, donnera à ce poste une dimension conservatrice et pronucléaire.

Ancien gouverneur républicain de la Caroline du Sud, Edwards est le candidat proposé pour diriger l'Agence créée il y a deux ans et que Reagan voudrait finir par supprimer.

Dans une récente interview accordée à la presse, Edwards a déclaré qu'il espérait être nommé à Washington pour supprimer son poste. Dès que le Sénat américain l'aura confirmé dans ses fonctions, il se propose d'entamer la lutte contre la bureaucratie au sein du département de l'énergie.

"Je ne suis pas un expert en matière d'énergie", a-t-il dit aux journalistes le 22 décembre. Il a toutefois l'intention de s'entourer d'une équipe de première qualité pour examiner "les problèmes mondiaux concrets à résoudre".

En tant que gouverneur de la Caroline du Sud de 1975 à 1978, Edwards a créé un nouvel institut public de recherche sur l'énergie et a fait en sorte qu'il soit financé par des fondations privées et de grandes entreprises.

En 1978, il a été président de la sous-commission de l'énergie nucléaire de l'association nationale des gouverneurs (National Governors Association) ainsi que de la conférence des gouverneurs du Sud (Southern Governors Conference). En cette qualité, il était chargé de l'élaboration de directives concernant le développement de l'énergie au niveau de l'Etat.

Edwards n'a cessé de défendre le nucléaire comme étant le mode de production d'énergie "le plus propre et le plus sûr". Plus d'une fois, cependant, il a affirmé devant le Congrès la nécessité d'un programme américain acceptable en ce qui concerne l'élimination des déchets nucléaires.

En tant que gouverneur, Edwards s'est également illustré en Caroline du Sud par sa croisade contre le gaspillage et la mauvaise gestion des ressources de l'assistance sociale de cet Etat.

Agé de 53 ans, Edwards a pratiqué la chirurgie orale à Charleston, (Caroline du Sud) avant d'être élu gouverneur en 1974. Auparavant, il a été président de comités républicains de comté et de district et sénateur en 1972. Il est marié et père de deux enfants.

PORTRAIT : JEANE KIRKPATRICK : AMBASSADEUR DES ETATS-UNIS AUPRES DES
NATIONS UNIES

Comme les femmes engagées dans la politique à propos desquelles elle a écrit, Jeane Kirkpatrick réunit, selon le Washington Star, "l'intelligence et le dynamisme". "Elle est reconnue comme un penseur brillant et un enseignant persuasif", ajoute le journal.

Démocrate de longue date ayant rejoint comme conseiller de politique étrangère l'équipe chargée d'animer la campagne de M. Reagan, Mme Kirkpatrick a été désignée le 22 décembre pour devenir le nouvel ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations unies.

C'est la première femme à être nommée au rang de ministre dans la nouvelle administration.

Le professeur Kirkpatrick s'est vivement élevé contre la politique du gouvernement Carter qui, selon elle, a permis à l'influence soviétique de s'étendre considérablement partout dans le monde. S'il a pu en être ainsi, accuse-t-elle, c'est en partie en raison de la politique des droits de l'homme menée par l'ancien président, politique qui a affaibli les dirigeants favorables aux Etats-Unis, comme le shah d'Iran et Anastasio Somoza au Nicaragua.

Née dans l'Oklahoma en 1926, Mme Kirkpatrick s'est vu décerner un doctorat de l'Université Columbia de New York, avant de suivre des études post-universitaires à l'Institut d'études politiques de Paris.

Chargée de recherche au ministère des Affaires étrangères, elle a épousé Evron Kirkpatrick, fonctionnaire de cette institution (aujourd'hui président de l'Association américaine de sciences politiques), et s'est consacrée à l'éducation de ses trois fils, maintenant âgés de 21, 22 et 24 ans.

En 1963, elle a repris sa carrière d'enseignante au Trinity College, établissement catholique de Washington, et publié un ouvrage intitulé "La stratégie du leurre, étude sur la tactique communiste mondiale".

Trois ans plus tard, Mme Kirkpatrick rédige une étude sur les étudiants étrangers aux Etats-Unis. En 1968, elle publie "Comportement de masse au combat et en captivité", puis en 1971 une étude sur l'Argentine péroniste.

Lors de l'élection de 1972, elle rompt avec George McGovern, candidat officiel de son parti, pour soutenir Richard Nixon. Celui-ci élu, elle devient membre du conseil d'administration du Comité pour une majorité démocrate, constitué en vue de ramener le parti dans le "courant idéologique principal".

Elle a également exercé les fonctions de vice-président, auprès de Hubert Humphrey, d'un groupe chargé au sein du parti démocrate d'améliorer la méthode de sélection des vice-présidents.

En 1974, alors professeur à l'Université Georgetown, Mme Kirkpatrick écrit "Des femmes politiques", étude approfondie sur 48 femmes membres d'une Chambre d'Etat. Le Washington Star écrit à son sujet : "Son livre montre qu'elle sait parler le langage de l'érudition en matière de sciences sociales avec une élégance toute littéraire".

Deux années plus tard, elle écrit "L'élite présidentielle" et, en 1978, "Démanteler les partis : une réflexion sur la réforme du parti". La même année, elle publie "La nouvelle classe : le nouveau système politique américain".

Depuis 1977, elle est boursière à l'Institut américain de l'entreprise à Washington, véritable "réservoir d'idées", ainsi qu'au Centre d'études stratégiques de l'Université Georgetown.

Mme Kirkpatrick est connue pour son franc-parler. Le 7 décembre, elle déclarait au New York Times que le Salvador était "au bord de l'effondrement" et à la veille d'une prise de pouvoir par la gauche, en partie à cause de la décision de l'administration Carter d'interrompre l'aide des Etats-Unis.

Elle se définit elle-même comme "une féministe avant la lettre". Son mari la soutient dans sa carrière politique. Dans une note à sa biographie parue dans le "Who's who", elle écrit :

"Mon expérience montre à ma grande satisfaction qu'il est possible pour les femmes de notre temps de jouer conjointement et avec succès leur rôle traditionnel et leur rôle professionnel, sans calquer nécessairement leur carrière sur celle des hommes, c'est-à-dire en se mettant à l'ouvrage très tôt et en travaillant sans relâche, mais que, au contraire, il est possible de faire des choses très diverses à différentes étapes de la vie. Pour cela, il faut seulement un peu de chance et beaucoup de travail".

PORTRAIT DU SENATEUR LUGAR (sous-commission des affaires européennes)

Richard Green Lugar, le futur président de la sous-commission des affaires européennes de la commission des affaires étrangères du sénat, est né le 4 avril 1932. Les deux branches de sa famille sont établies depuis longtemps dans l'Indiana - sa famille paternelle a commencé à exploiter la terre dans le comté de Grant en 1828 et sa famille maternelle a fui l'oppression politique allemande au cours des années 40 pour s'établir à Indianapolis.

Dans sa jeunesse, Lugar a excellé dans les activités scolaires et parascolaires. En tant que scout, il a été le premier vainqueur du prix "God and Country" de l'Indiana central. En 1950, il sort premier du Shortridge High School d'Indianapolis avec la mention très bien. A l'université Denison de Granville (Ohio), Lugar assure la présidence de l'organe représentant les étudiants avec Charlene Smeltzer qui devait devenir sa femme en septembre 1956, tout en élaborant un travail universitaire qui le place premier parmi les diplômés de 1954. Sa réussite lui vaut une bourse Rhodes : c'est la première fois que cet honneur convoité est décerné à un étudiant de Denison.

Lugar se porte volontaire pour le service actif dans la marine américaine et durant la presque totalité des trois années et quatre mois qu'il y passe, il travaille au service des renseignements, pour l'amiral Arleigh A. Burke, responsable des opérations navales.

En mai 1960, le lieutenant Lugar et sa femme Char retournent à Indianapolis. Avec son jeune frère, Tom, Lugar emprunte suffisamment d'argent pour acheter un grand nombre de titres dans l'entreprise Thomas L. Green and Co., Inc., un fabricant de machines destinées à l'industrie alimentaire et dans Lugar Stock Farms, Inc., une entreprise d'élevage et de production de céréales de 245 hectares située dans le comté de Southwest Marion.

Lugar se présente à une élection pour la première fois en mai 1964 lorsque les électeurs d'Indianapolis lui demandent de faire partie du "Board of School Commissioners" de la ville. Il en reste membre jusqu'en 1967 (date à laquelle il démissionne pour se présenter à la mairie d'Indianapolis), en tant que vice-président depuis 1965.

En novembre 1967, Dick Lugar est élu maire d'Indianapolis. Il est le premier républicain depuis près de 20 ans et le troisième seulement dans l'histoire politique d'Indianapolis depuis quarante ans.

Fait sans précédent, Lugar obtient en 1971 le renouvellement de son mandat de maire pour quatre ans et il est réélu à une majorité écrasante.

Lors de sa campagne infructueuse pour les élections sénatoriales de 1974, Lugar est en tête de la liste républicaine avec 57.000 voix.

En 1975, il décide de ne pas briguer un troisième mandat de maire et l'année suivante, il donne des cours de déontologie gouvernementale et d'administration nationale et locale en tant que professeur associé à l'Université centrale de l'Indiana.

En novembre 1976, Dick Lugar est élu sénateur. Il l'emporte sur R. Vance Hartke, un démocrate trois fois titulaire de ce mandat, et devient ainsi le premier républicain de l'Indiana à avoir gagné les élections sénatoriales depuis vingt ans.

Au Sénat, Dick Lugar est membre de la Commission de l'agriculture, de l'alimentation et de la sylviculture, de la commission des opérations bancaires, du logement et de l'urbanisme, de la commission des affaires étrangères et de la commission d'enquête sur les services secrets.

En sa qualité de membre de la commission sénatoriale des affaires étrangères, Lugar critique ouvertement le traité Salt II et s'oppose à ce qu'il soit présenté au Sénat réuni en séance plénière. En 1978, il s'oppose également aux accords sur le Canal de Panama.

La chambre de commerce américaine et le conseil de sécurité américain ratifient pleinement les actes politiques du sénateur Lugar. Parmi les autres organes qui considèrent ses vues conformes à leurs idéaux, citons l'American Conservative Union, Americans for Constitutional Action, l'American Farm Bureau, National Associated Bussinessmen, le Committee for the Survival of a Free Congress, et la National Federation of Independent Business.

Dick Lugar a reçu de nombreux prix. Il a été nommé "gardien du trésor" à l'occasion du 95ème congrès des National Associated Businessmen et la National Federation of Independent Business lui a décerné le prix de "gardien des petites entreprises" en 1978.

En 1975, Lugar a reçu le prix Fiorello Laguardia du centre des affaires de la ville de New York du nouvel Institut de recherches sociales. Il a également reçu dix-huit doctorats honorifiques de plusieurs collèges et universités des Etats-Unis.

Le sénateur Lugar est un ministre laïque de l'église méthodiste. Il a quatre fils : Mark, Bob, John et David.

PORTAIT DE DAVE STOCKMAN (budget)

Le candidat choisi par le Président Ronald Reagan pour diriger l'Office of Management and Budget (OMB) est connu dans les couloirs du Congrès comme un champion de l'économie conservatrice et de la libre entreprise.

Membre du Congrès et âgé de 34 ans, David Stockman (Rép. Michigan) est un vigoureux défenseur de ce que l'on a appelé l'économie de l'offre : allègements fiscaux substantiels, réduction maximale des dépenses fédérales et simplification draconienne des réglementations administratives relatives aux entreprises.

Ces mesures, affirme Stockman, permettront d'améliorer la productivité et d'augmenter la production sans aggraver l'inflation.

En tant que directeur de l'OMB, Stockman aura pour première tâche d'élaborer le budget fédéral détaillé que le président doit soumettre au Congrès chaque année.

Dans une interview accordée le 11 décembre, il a déclaré qu'il a l'intention de réaliser la promesse du président Reagan en réduisant les dépenses fédérales de 2 % avant la fin de l'exercice, le 30 septembre 1981.

"Rien ne permet de craindre que nous reviendrons sur cette promesse", a-t-il déclaré.

Stockman est un fervent partisan de la proposition Kemp-Roth visant à réduire les impôts personnels de 30 % au cours des trois prochaines années.

Dans un article du Washington Post du 15 juillet dernier, il écrivait que "le plan Kemp-Roth ne constitue pas une simple proposition relative aux barèmes de l'IRS (Internal Revenue Service), mais une nouvelle prémisse concernant la politique économique nationale et les facteurs de croissance, de mobilité sociale et de prospérité non inflationniste. La proposition Kemp-Roth est axée sur les incitations à la production, et les possibilités de production, les prodiges d'efficacité, de compétence et d'innovation du marché et la cause oubliée d'une monnaie stable".

Stockman est hostile à l'intervention fédérale sur le marché. Il s'est opposé aux dispositions législatives de 1979 qui accordaient à Chrysler - constructeur d'automobiles basé dans son Etat natal du Michigan - des garanties de prêt destinées à sauver l'entreprise de la faillite.

Stockman est né au Texas le 10 novembre 1946. Il a passé sa jeunesse à St. Joseph (Michigan) et a été diplômé d'histoire de l'université d'Etat du Michigan en 1968. La même année, il entrait à la faculté de théologie de Harvard et interrompait ses études en 1970 pour accepter de faire partie de l'équipe du député républicain John Anderson (Illinois).

En 1972, Stockman a été nommé directeur général de la commission de la Conférence républicaine de la Chambre des représentants, poste qu'il a abandonné en 1975 pour présenter sa candidature au Congrès. Il a été élu à la Chambre des représentants en 1976 et réélu en 1978 en novembre dernier.

Stockman est célibataire. Ses principaux centres d'intérêt au Congrès sont à l'énergie et à l'économie. Il fait partie de la commission inter-état et de la commission du commerce extérieur.

